



A gauche, Michel Ralibera; en haut, le Sénateur Lylison René; à droite, avec képi et lunettes noires, le Général Florens Rakotomahanina

« Face aux attaques de toutes formes, Madagascar s'engage fermement contre les violences perpétrées ». Ce sont les paroles du ministre de la Justice, Charles Andriamiseza, à Istanbul, le 24 mai 2016, dans le cadre d'une table ronde axée sur la gestion des crises humanitaires. Il a aussi ajouté que « Madagascar s'engage fermement contre les violences perpétrées » .

Le régime malgache actuel a beau être aveugle et sourd, Madagascar est actuellement en pleine crise socio-politico-économique. Ce qui constitue donc une crise humanitaire. Le 25 mai 2016 aux aurores, un bataillon, composé en majeure partie de gendarmes fortement armés (plus de 300 soldats), a débarqué au domicile du sénateur Lylison René, sis à Andohan'i Mandrozeza, pour une perquisition signée par Madame le Procureur de la république. Le « crime »

du sénateur? Avoir appelé, à la radio le 23 mai, pour une journée ville morte.

Concernant ce « crime », laissons tout un chacun apprécier. Mais concernant la profession que je pratique depuis 34 ans, elle a encore été foulée aux pieds par ce régime devenu complètement paranoïaque. Le 3 mai, journée de la Liberté de la presse, le ministre Narson Rafidimanana avait déclaré qu'à Madagascar, la liberté de la presse était effective (« malalaka ny fanaovan-gazety »

) (vidéo

[ICI](#)

). Mais la réalité est toute autre.

Comme à son habitude, notre confrère Michel Ralibera, de la radio Antsiva, était sur place pour couvrir en direct, via téléphone portable, cette perquisition. Il faut savoir que le slogan de cette radio est: «**Radio Antsiva FM 97.6, la radio-événement**». En effet, elle est la seule à s'efforcer de retransmettre en direct tous les faits se déroulant à Antananarivo.

Après une première transmission qui a été entendue par les auditeurs, ce fut le silence. Que s'est-il passé? Les forces de l'ordre (du désordre plutôt) lui ont arraché de force son téléphone.



Le ministre Charles Andriamiseza dans son bureau

Cet acte est contraire à la liberté de la presse, constitue une grave entrave au droit à l'information des citoyens et peut être considéré comme un acte de violence perpétré sur un journaliste dans l'exercice de son métier et de son devoir d'informer. Alors? Eh bien, comme l'a également déclaré, le ministre Charles Andriamiseza à Istanbul: «*La compétence de la Commission Internationale Humanitaire, établissement des faits, est à solliciter pour mener des enquêtes sur les infractions ou violations graves*».

Nous attendons donc les réactions des entités nationales et internationales concernées par ces violations des droits de l'homme, car vivre à Madagascar sous Rajaonarimampianina devient de plus en plus difficile dans ces conditions. Qui donne les ordres directs à ces éléments armés? N'importe qui peut, désormais, être arrêté pour n'importe quoi dans la Grande île. Déjà, aujourd'hui, 25 mai 2016, le dirigeant du syndicat «*Afo sendikaly*», Ratolojanahary Maharavo alias *Doudou*, est

convoqué à la gendarmerie. Son

«*crime*»

? Avoir dénoncé les actes de corruption avérés, perpétrés par les conseillers du président Hery Rajaonarimampianina.

Certes, le téléphone de Michel Ralibera lui a été restitué, après «*vérification*», mais le mal a

été fait, et il est inexcusable pour un pays loué comme être démocratique mais où l'État de non droit règne. Et un autre

« *acte de bravoure* »

à mettre sur le tableau d'horreur du Général Florens Rakotomahanina (responsable direct de l'Emmoreg), après le passage à tabac en règle de l'étudiant Jean-Pierre (

[ICI](#)

) et les jets de grenades lacrymogènes en plein 29 mars (

[ICI](#)

). Quant à cette perquisition aux aurores, rien n'a été trouvé. Mais qu'est-ce qu'il y avait à chercher? en tout cas, ils ont embarqué trois dangereux

"talkie-walkie"

...

Jeannot Ramambazafy – 25 mai 201